

— madame Marie-Ève Lévesque, étudiante au Cégep de Rimouski, à titre de membre étudiant de l'ordre d'enseignement collégial dans un programme d'études préuniversitaires, en remplacement de madame Josiane Gagnon;

— monsieur Luc Rochefort, analyste des politiques, du budget, du crédit et de l'endettement à l'Union des consommateurs, à titre de membre représentatif des groupes socioéconomiques, en remplacement de monsieur Dany Trépanier.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

40830

Gouvernement du Québec

Décret 690-2003, 25 juin 2003

CONCERNANT la requête de M. Viateur Lavergne relativement à l'approbation des plans et devis d'un projet de reconstruction d'un barrage situé sur la rivière Grand-Mère dans la Ville de Shawinigan

ATTENDU QUE M. Viateur Lavergne soumet pour approbation les plans et devis d'un projet de reconstruction d'un barrage situé sur la rivière Grand-Mère dans la Ville de Shawinigan;

ATTENDU QUE le barrage sera situé sur la rivière Grand-Mère, sur le lot 239 de la concession du chemin des Piles Nord-Ouest, dans le cadastre de la Paroisse de Sainte-Flore, secteur Grand-Mère, Ville de Shawinigan, circonscription foncière de Shawinigan, sur le site d'un ancien barrage qui a été détruit en 1996;

ATTENDU QUE le barrage sera constitué d'un remblai d'une hauteur de 5,2 mètres et d'une longueur de 40 mètres qui recréera, à des fins récréatives, une retenue d'eau qui a existé entre 1971 et 1996;

ATTENDU QUE la construction de l'ancien barrage sur le site proposé a fait l'objet de l'arrêté en conseil n° 2970-79 du 31 octobre 1979, pour l'approbation des plans et devis en vertu de la Loi sur le régime des eaux (L.R.Q., c. R-13);

ATTENDU QUE les terrains affectés par le barrage sont du domaine privé pour lesquels le requérant possède les droits suffisants pour le maintien et l'exploitation du barrage jusqu'à la cote 138,5 m;

ATTENDU QUE le ministre de l'Environnement a émis un certificat d'autorisation pour le projet le 5 décembre 2002 en vertu de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2);

ATTENDU QU'une déclaration pour la reconstruction du barrage conformément à l'article 29 de la Loi sur la sécurité des barrages (2000, c. 9) a été adressée au ministre de l'Environnement le 5 décembre 2002;

ATTENDU QUE l'approbation des plans et devis des travaux est requise en vertu des articles 71 et suivants de la Loi sur le régime des eaux (L.R.Q., c. R-13);

ATTENDU QUE les documents faisant l'objet de la présente demande d'approbation sont les suivants:

1. Un devis intitulé « Viateur Lavergne – Devis technique – Réfection du barrage Lavergne – rivière Grand-Mère – Grand-Mère », daté de décembre 2000, signé et scellé par M. Alain Saint-Pierre, ingénieur, Progestech;

2. Un plan intitulé « Réfection du barrage Lavergne – Zone d'inondation », portant le numéro 200-0101-P1, daté du 30 avril 2001, signé et scellé par M. Alain Saint-Pierre, ingénieur, Progestech;

3. Un plan intitulé « Réfection du barrage Lavergne – Vue en coupe de la digue en terre », portant le numéro 202-1900-C1, signé et scellé le 24 septembre 2001 par M. Alain Saint-Pierre, ingénieur, Progestech;

4. Un plan intitulé « Réfection du barrage Lavergne – Détail du pertuis », portant le numéro 202-1900-D1, signé et scellé le 24 septembre 2001 par M. Alain Saint-Pierre, ingénieur, Progestech;

5. Un plan intitulé « Réfection du barrage Lavergne – Vue en plan des installations », portant le numéro 202-1900-P1, signé et scellé le 24 septembre 2001 par M. Alain Saint-Pierre, ingénieur, Progestech;

6. Un addenda au devis technique daté du 2 novembre 2001, signé par M. Alain Saint-Pierre, ingénieur, Progestech;

ATTENDU QUE les plans et devis susmentionnés ont été examinés par un ingénieur du Centre d'expertise hydrique du Québec du ministère de l'Environnement et qu'ils ont été jugés acceptables;

ATTENDU QU'il y a lieu de faire droit à cette requête;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Environnement:

QUE, conformément aux articles 71 et suivants de la Loi sur le régime des eaux (L.R.Q., c. R-13), l'approbation des plans et devis d'un projet de reconstruction du barrage susmentionné soit accordée aux conditions générales d'approbation ayant fait l'objet de l'Arrêté en conseil n^o 682 du 26 avril 1963 ainsi qu'à la condition particulière suivante :

— Le requérant devra maintenir en tout temps le niveau d'eau de la retenue égal ou inférieur à la cote 138,5 m, cette cote étant la limite de ses droits pour le maintien et l'exploitation de son barrage.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

40831

Gouvernement du Québec

Décret 691-2003, 25 juin 2003

CONCERNANT une entente entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'Ontario concernant les répercussions environnementales transfrontalières

ATTENDU QUE le Québec et l'Ontario partagent une frontière commune et pourraient éventuellement être touchés par des problèmes environnementaux transfrontaliers;

ATTENDU QUE le Québec et l'Ontario reconnaissent que les répercussions environnementales transfrontalières exigent une compréhension mutuelle et une coopération en cette matière;

ATTENDU QUE le Québec et l'Ontario ont signé à Montréal le 13 juin 1988 une entente de coopération en matière d'environnement, approuvée par le décret numéro 280-88 du 2 mars 1988;

ATTENDU QUE le Québec et l'Ontario souhaitent remplacez cette entente de coopération environnementale par une entente sur les répercussions environnementales transfrontalières;

ATTENDU QUE cette entente constitue une entente intergouvernementale canadienne au sens de l'article 3.6.2 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., c. M-30), introduit par l'article 3 du chapitre 60 des lois de 2002 et modifié par l'article 33 du chapitre 75 des lois de 2002;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 3.8 de cette loi, modifié par l'article 5 du chapitre 60 des lois de 2002, les ententes intergouvernementales canadiennes doivent, pour être valides, être approuvées par le gouvernement et signées par le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 1^o de l'article 12 de la Loi sur le ministère de l'Environnement (L.R.Q., c. M-15.2.1), aux fins de l'exercice de ses fonctions, le ministre peut notamment conclure, conformément à la loi, une entente avec un gouvernement autre que celui du Québec, l'un de ses ministères, une organisation internationale ou un organisme de ce gouvernement ou de cette organisation;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Environnement et du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes et aux Affaires autochtones :

QUE l'Entente entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'Ontario concernant les répercussions environnementales transfrontalières, dont le texte sera substantiellement conforme au texte joint à la recommandation du présent décret, soit approuvée.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

40832

Gouvernement du Québec

Décret 694-2003, 25 juin 2003

CONCERNANT l'exercice d'un mandat par monsieur Michel Lassonde, juge de la Cour du Québec

ATTENDU QU'en vertu de l'article 132 de la Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q. c. T-16), tout juge de la Cour du Québec peut exécuter tout mandat que lui confie par décret le gouvernement après consultation du juge en chef;

ATTENDU QUE monsieur Michel Lassonde a été nommé juge de la Cour du Québec par le décret numéro 1373-91 du 9 octobre 1991;

ATTENDU QUE la juge en chef a été consultée;

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Justice :